

**Climat - Accord de Paris -
Déclaration de Mme Ségolène
Royal, ministre de l'environnement,
de l'énergie et de la mer, chargée
des relations internationales sur le
climat
(Paris, 10 mai 2017)**

J'appelle toutes les parties à accélérer la mise en oeuvre de l'accord de Paris sur le climat alors que s'ouvre une session de négociations à Bonn en vue de la COP23, à laquelle je me rends jeudi et vendredi pour encourager les pays à avancer et pour présenter la stratégie bas-carbone de la France.

L'accord de Paris, signé par 195 parties a été à ce jour ratifié par 145 pays. Cette rapidité historique confirme que la communauté internationale a pris la mesure de l'urgence.

Aujourd'hui, les 5 grandes priorités de la mise en oeuvre de l'accord de Paris sont :

1. Consolider l'accord de Paris avec l'adoption de ses règles de mise en oeuvre : une vingtaine de décisions de mise en oeuvre de l'accord doivent être adoptées sur les contributions nationales, les règles de transparence, les flexibilités, les bilans mondiaux. L'objectif est de les adopter au plus tard à la COP24 en 2018, deux ans plus tôt que prévu initialement. La session de Bonn devra permettre d'avancer sur l'élaboration de ces décisions, où il faut que des avancées concrètes soient obtenues.
2. Relever l'ambition : l'année 2018 sera marquée également par la publication du rapport du GIEC sur l'objectif 1,5°C, et par le premier exercice de bilan de l'action climatique avec le «dialogue de facilitation» entre toutes les parties prévu par l'accord. Ce rendez-vous doit être l'occasion pour les pays de relever l'ambition climatique.
3. Mettre en oeuvre les contributions nationales. Chaque pays s'est engagé à mettre en oeuvre sa contribution nationale (NDC), et à en présenter une plus ambitieuse tous les cinq ans. Pour cela, les pays doivent traduire dans leurs politiques nationales les engagements qu'ils ont pris, comme la France l'a fait avec la loi de transition énergétique pour la croissance verte, la stratégie nationale bas carbone, la loi sur la reconquête de la biodiversité.
4. Accélérer la mobilisation des financements publics et privés en faveur du climat. Les pays développés sont sur la voie d'atteindre collectivement l'objectif des 100 milliards de dollars par an à partir de 2020. La France a annoncé l'augmentation des financements dédiés à la lutte contre le changement climatique de 3 milliards d'euros par an en 2015 à 5 milliards d'euros par an en 2020, dont 1 milliard pour l'adaptation. Elle contribue au fonds vert pour le climat à

hauteur de 1 milliard USD d'ici 2020. Elle a lancé une obligation d'État verte, d'un montant de 7 milliards d'euros, largement soutenu par les institutions et investisseurs français et étrangers.

5. Continuer d'amplifier la dynamique de l'agenda de l'action. Il représente aujourd'hui un réseau mondial de plus de 77 initiatives, qui apportent des solutions concrètes pour le climat, grâce à la mobilisation des acteurs publics et privés, étatiques et des collectivités./.

(Source : site Internet du ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer)